



# Un VIII<sup>e</sup> Congrès du POI large, combatif et résolu

**Adrien Duquenois,**  
membre du bureau national du POI

**L**e VIII<sup>e</sup> Congrès national du POI s'est tenu les 11 et 12 décembre. Un congrès intense, galvanisant qui a réuni 220 participants, entendu plus de soixante interventions. Plus de 40 invités étaient présents à ce congrès, des responsables politiques de LFI et du PG, des militants syndicalistes, des Gilets jaunes ayant participé aux discussions des congrès départementaux préparatoires au congrès national.

Parmi ces invités : Alexis Corbière, député de Seine-Saint-Denis, représentant La France insoumise, Hélène Le Cacheux et Jean-Christophe Sellin, coordonnateurs du Parti de gauche, qui avaient tenu à prendre la parole devant notre congrès au moment où se tenait leur conseil national, Michel Sidoroff pour la Fédération nationale de la Libre Pensée.

Une même discussion, passionnante, chaleureuse et fraternelle, à l'image de tout ce congrès. Samedi soir, Jean-Luc Mélenchon, Manuel Bompard et des militants de La France insoumise sont venus partager le pot de l'amitié. Ils ont été accueillis à bras ouverts.

## UNE SEMAINE AUPARAVANT

Au point de départ de l'introduction à la discussion, deux faits qui concentrent l'actualité, la place des militants du POI dans ce contexte.

Le 4 décembre, chez Véran, le ministre de la Santé de Macron, des milliers de manifestants venus de différentes régions et hôpitaux. Des milliers rassemblés, malgré les obstacles dressés, malgré le blocage des sommets des confédérations, pour exiger que cessent les fermetures de lits, que cesse la politique criminelle du gouvernement.

Et le lendemain, le 5 décembre, la constitution du parlement de l'Union populaire, un cadre réunissant 200 militants politiques, syndicalistes, associatifs, artistes, chercheurs... Le POI se félicite du succès de cette initiative. Il en est totalement partie prenante, pour contribuer, aux côtés de tous ceux qui le composent, à se regrouper, se rassembler sur une orientation de rupture avec

Macron, avec tous les gouvernements successifs de la V<sup>e</sup> République et avec leur politique au service exclusif du capital financier.

Dans quelle situation ? A moins de quatre mois de la présidentielle, la crise de décomposition des institutions bonapartistes de la V<sup>e</sup> République, de tous les partis qui, depuis des décennies, la vertèbrent, la soutiennent, se développe à un degré rarement atteint. De Macron à Zemmour, on s'affronte, chacun cherchant à poursuivre la même politique destructrice. A « gauche », Hidalgo, Roussel, Montebourg, Jadot se bousculent au portillon, tous ayant mené la même politique lorsqu'eux-mêmes ou leurs partis étaient au pouvoir. Et tous rejetés pour cette même raison. Le PS et le PCF qui ont donné des dizaines de ministres aux gouvernements de la V<sup>e</sup> République, si l'on en croit les sondages actuels, à eux deux, additionnent moins de 5 % des intentions de vote. Une crise d'une ampleur sans précédent. Un champ de ruines.

Mais dans la classe ouvrière, la jeunesse, dans de larges couches de la population, l'inquiétude, l'angoisse du lendemain se combinent au refus, à la colère contre cette politique destructrice et contre tous ceux qui la portent.

Au moment où se tient le congrès du POI, la Guadeloupe et la Martinique sont bloquées par la mobilisation et la grève générales, qui durent depuis plus de trois semaines. Une profonde révolte sociale des peuples de Guadeloupe et de Martinique contre les conséquences de l'oppression et de la domination coloniales. Une révolte qui se relie à ce qui mûrit ici même en France dans les profondeurs de la classe ouvrière.

Deux mois avant le congrès, dans la déclaration du bureau national du POI, nous disions : « *Une aspiration profonde traverse la classe ouvrière, la jeunesse, de larges couches de la population de ce pays : l'aspiration à changer radicalement les choses, à en finir avec Macron et sa politique destructrice, à briser cette spirale infernale et ouvrir une issue.* (...) Dans un contexte d'extraordinaire fragilité

*politique, de décomposition des institutions de la V<sup>e</sup> République, la candidature de Mélenchon incarne d'ores et déjà la rupture avec le système, avec les politiques menées par tous les gouvernements successifs de la V<sup>e</sup> République. (...) Le POI estime que c'est la lutte de classe qui dénouera la situation et ouvrira une issue. Pour le POI, le regroupement de millions sur le vote Mélenchon ouvrirait une modification en profondeur de la situation politique dans tout le pays et serait un puissant levier sur le terrain de la lutte de classe. (Le POI) décide d'entrer en campagne pour le vote Mélenchon, pour tisser l'unité de tous ceux qui veulent dégager Macron et en finir avec cette politique qui n'a de cesse de détruire toutes les conquêtes sociales et démocratiques des travailleurs. »*

## LES RAISONS DE L'ABSTENTION, ON NE PEUT LES ÉVACUER

La discussion a permis d'échanger largement, de confronter les points de vue sur une recherche commune : aider les travailleurs à s'ouvrir une issue, se saisir de l'enjeu dans la situation de la campagne pour le vote Mélenchon, être partie

prenante du regroupement politique en cours dans l'Union populaire aux côtés de milliers de militants, de travailleurs d'origines et expériences diverses.

C'est au terme de cette discussion que le congrès a décidé d'adopter une « *lettre aux abstentionnistes, à tous ceux qui résistent, qui en ont assez et qui veulent que ça change.* »

Nous nous adressons aux abstentionnistes, surtout pas pour leur faire la leçon : les raisons de l'abstention, non seulement nous les comprenons, mais nous les partageons. Car il y a une question politique que l'on ne peut pas évacuer : pour des millions, à juste titre, tous ceux, qu'ils s'appellent Mitterrand, Jospin, Hollande, qui ont accédé au pouvoir après avoir fait campagne pour la rupture, tous, au bout du compte, ont fait le contraire de ce qu'ils avaient promis pendant leur campagne.

Et parfois en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire...

Oui, des millions considèrent, parce que ce sont les faits, que depuis 1981, ils se sont fait avoir par ceux-là mêmes qui prétendaient les défendre. Et ils ne veulent plus se faire avoir. Et parce que tout cela, nous le savons, parce que tout cela, comme POI, nous le partageons, nous avons vocation à nous adresser à eux, trouver les moyens d'engager le dialogue. Car nous partons de cette certitude : nous avons une occasion, même au travers des élections, de nous rassembler, de nous regrouper, pour dire : nous sommes là, nous résistons, nous refusons, nous cherchons à regrouper nos forces en toute conscience, en toute liberté de critique, pour les dégager eux et leurs institutions, pour résister, pour vivre. Et montrer ainsi la force et la puissance de ce refus, avec quoi tout le monde devra compter. Car, n'en doutons pas, en face, ils vont aussi se regrouper.

Place à la discussion...

## Parmi les décisions du congrès

- L'adoption d'une « *Lettre aux abstentionnistes, à tous ceux qui résistent, qui en ont assez et qui veulent que ça change.* », soumise pour commencer aux adhérents du POI ;
- la convocation des assemblées POI de reprises de cartes 2022, assemblées des adhérents du POI les plus larges possible, mettant à l'ordre du jour le compte rendu du congrès ;
- la décision de s'investir dans les initiatives de l'Union populaire ;
- l'adoption d'une lettre à Maité Hubert M'Toumo, secrétaire générale de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), lui apportant le salut fraternel du congrès ;
- l'adoption d'une lettre à l'ambassade de la Fédération de Russie pour la libération immédiate d'Igor Kouznetsov et de ses camarades (voir page 9).

## ENTENDU DANS LE CONGRÈS DU POI



■ Alexis Corbière, député LFI de Seine-Saint-Denis, invité

## « Nous devons créer les conditions de solutions de rupture avec l'ordre établi et de regroupement le plus large qui soit, le plus fraternel possible »

doit être le cadre d'expression de la souveraineté populaire, je pense que non.

Je le dis comme député élu par 59 % des voix au second tour mais qui ne représente en réalité que 20 % des électeurs inscrits de sa circonscription (...). Et c'est la même situation pour les 576 autres députés de l'Assemblée nationale. On est au cœur de la crise centrale des institutions. L'un des premiers points de notre programme, c'est la rupture avec la V<sup>e</sup> République et la réunion d'une Assemblée constituante pour que le peuple définisse lui-même les conditions d'une République plus démocratique.

Dans ce sens, la question n'est pas celle de la personnalité de Jean-Luc Mélenchon. Toute l'histoire du mouvement ouvrier depuis le XIX<sup>e</sup> siècle est faite de dirigeants qui, lorsqu'ils sont au premier rang des luttes qu'ils mènent, ont été essorés par la presse bourgeoise, diabolisés par les caricatures, etc. Je connais la famille politique qui est ici représentée, et dont une des principales figures, Pierre Lambert, a été l'objet des pires calomnies dans la presse. Je lui rends hommage ici. Donc la haine que concentrent ces dirigeants est souvent à la hauteur des craintes qu'ils suscitent chez la classe dominante (...). Nous voulons aussi porter des outils démocratiques nouveaux pour que les citoyens aient un autre rapport à ceux qui les représentent. Je pense notamment au droit de révocation des élus durant leur mandat. En 1789, les assemblées communales qui avaient élu leurs députés disposaient du droit de rappel pour révoquer les élus.

Dans la salle, il y a des camarades qui disposent d'une tradition politique. Je la connais bien, ils me l'ont apprise ; j'ai été formé ici. La tradition politique

qui était la nôtre était de constituer une organisation révolutionnaire à une époque où le mouvement ouvrier était organisé dans des organisations puissantes. Nous avons changé de période et celle qui s'ouvre est lourde de dangers. L'un des faits majeurs est que le candidat du Parti communiste et la candidate du Parti socialiste additionnent à eux deux à peine 5 % des intentions de vote. Il faut en prendre la mesure. Les deux principales organisations qui ont structuré le mouvement ouvrier, sa vie sociale, politique, syndicale depuis la Libération sont en voie de quasi-disparition. A partir de là, toutes les questions stratégiques

qui étaient les nôtres comme celles de l'unité doivent être revues.

Bien sûr, nous menons toujours la bagarre pour l'unité mais cela se pose différemment car les organisations n'ont quasiment plus aucune influence sur la classe ouvrière. On doit donc formuler les choses différemment (...).

Alors, dans ces conditions difficiles, on a formé un mouvement « gazeux », comme le dit Jean-Luc Mélenchon, et nous n'avons aucun patriotisme d'organisation. La France insoumise est un outil, on cherche à l'élargir avec l'Union populaire. C'est quoi l'Union populaire ? Ce que certains d'entre vous ont décrit avant moi : un regroupement. Ceux qui y prennent part ont des approches et des caractères différents, des histoires différentes.

Dans ce regroupement, il y a plusieurs fibres déjà organisées que vous représentez également. Il est bon que nous ne soyons pas seulement un regrou-



pement de personnalités mais qu'il y ait aussi des organisations qui représentent une tradition et une histoire. C'est cela que vous pouvez apporter à l'Union populaire et vous trouverez les moyens d'enrichir tout ça avec votre expérience.

Nous avons rendez-vous avec l'histoire. Ce moment est lourd de dangers. Cette crise du mouvement ouvrier amène même à ce que qu'un dirigeant révolutionnaire disait : « *Le fascisme est l'expression du désespoir contre-révolutionnaire.* » S'il n'y a pas une force

qui, à une échelle de masse, ouvre une perspective d'espoir, une solution politique, alors l'extrême droite se renforcera. Nous devons créer les conditions de solutions de rupture avec l'ordre établi et de

regroupement le plus large qui soit, le plus fraternel possible, notamment dans les quatre mois qui viennent en vue de l'élection électorale. La période se caractérise par l'abstention, la recherche par des millions de femmes et d'hommes

d'un débouché politique. Ils n'y voient pas clair et doutent après des décennies de trahison et pensent que celles et ceux qui représentent la gauche sont souvent des beaux parleurs et quand ils sont aux responsabilités ils font l'inverse de ce qu'ils avaient promis. Et, en même temps, ils ne sont pas acquis aux solutions qui leur sont proposées. Ils cherchent, se posent des questions. Donc il n'y a pas de raccourci, il faut faire campagne (...).

Ce que je reproche aux partisans de la primaire populaire, c'est qu'il s'agit d'une gigantesque machine à démobilisation et à démolition des milieux populaires. De ce point de vue-là, ils font le jeu d'Emmanuel Macron ! Ça suffit, ces petits-bourgeois qui ne font rien, surtout pas campagne, et dont la seule parole publique relayée est celle du « c'est perdu d'avance ». Et logiquement le résultat de ça – si on ne fait rien et que l'abstention est forte – c'est « je vais voter Macron » pour empêcher l'extrême droite, bla-bla-bla. Comme vous, je refuse ce schéma dans lequel on veut nous enfermer.

En avant pour la campagne ! ■

Le sens de ma présence, c'est de vous remercier pour les décisions politiques que vous avez prises de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle. Vous avez fait un choix conscient et débattu en fonction d'un moment politique précis et de cette échéance si particulière qu'est l'élection présidentielle dans la V<sup>e</sup> République.

Vous avez analysé clairement l'enjeu de la période politique, c'est le sens de la lettre aux abstentionnistes que vous allez décider de publier. L'enjeu de cette période est de s'adresser à des millions de femmes et d'hommes qui, dégoûtés par des années de trahison politique, ont pour premier réflexe de s'abstenir à l'élection présidentielle. Malheur à celui qui laisse dans l'angle mort ce phénomène politique majeur. L'enjeu aujourd'hui, ce n'est pas d'unir des formations politiques marquées par la crise en vue de l'élection mais d'abord de s'adresser à ces millions de femmes et d'hommes qui sociologiquement sont issus des milieux ouvriers et populaires, encore largement majoritaires dans ce pays. C'est eux, le cœur de tout. Comment est-il possible qu'à l'occasion des dernières élections, plus de 70 % de nos concitoyens ne sont pas allés voter ? Ce qui n'a pas empêché des scènes de triomphalisme électoral par ceux qui venaient d'être élus par à peine 15 % des électeurs inscrits !

### « LA CRISE CENTRALE DES INSTITUTIONS DE LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE »

Y a-t-il république quand le souverain, c'est-à-dire le peuple, ne vient plus voter ? Cela reste à discuter... Pour ma part, fidèle à l'idée que la république



■ Didier Brémaud, délégué de Maine-et-Loire

## « Ces luttes de classe sont les manifestations éparées et variées du feu qui couve sous la glace »

risé, sortir dans la cour, déposer les clés sur les tables. La direction a finalement décidé d'ouvrir une négociation avec les organisations syndicales : elle a proposé 75 euros et l'ouverture de dix postes. Lorsqu'ils ont déposé les clés, aucune ambulance ne circulait.

La semaine dernière, un autre conflit éclate à la clinique de l'Anjou où l'on trouve un syndicat maison majoritaire, la CFDT, et un petit syndicat FO, aucun militant du POI là-dedans. 120 salariés ont décidé de débrayer, essentiellement des femmes. Elles demandent 60 euros par

mois. Elles manifestent à 150 autour de la clinique. L'après-midi, elles sont 170 à envahir le conseil d'administration de la clinique où sont présents le PDG et le directeur. Très condescendant, le PDG

s'adresse à la représentante des salariées et essaie de l'embobiner. Les travailleuses qui entourent la responsable lui disent de faire attention à ne pas tomber dans le piège et de dire au PDG : « *S'ils ne veulent pas céder, on revient lundi.* » Ce qu'elle a fait. Ils

ont immédiatement ouvert une négociation ; la CFDT est revenue dans le jeu mais trop tard. Elles ont obtenu 39 euros par mois, rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier.

Ces exemples sont parlants : deux grèves de salariés qui ne se mettent jamais en grève, avec un petit syndicat qui aide. Le 7 décembre, grève des salariés du médico-social. Là aussi, ils ne font pas grève massivement d'habitude. Le 2 décembre, une manifestation nationale très importante des retraités à Paris, avec un cortège énorme de la CGT.

Ces luttes de classe, parfois victorieuses, parfois non, sont les manifestations éparées et variées du feu qui couve sous la glace.

Avec les Gilets jaunes, les militants syndicalistes, politiques, avec LFI, avec tous ceux que nous avons regroupés à un moment ou un autre dans les comités de résistance, nous pouvons fran-

chir un pas important dans le regroupement et l'organisation pour aider une large majorité dont l'horizon ne se limite pas à la présidentielle, qui veut en finir avec Macron et sa politique. Pour tous ceux-là, le vote Mélenchon peut représenter une aide, une perspective dans le combat pour en finir avec Macron, que Mélenchon soit victorieux ou pas.

Dans les deux cas, on aura fourni une aide importante à la classe ouvrière. Les conditions de la lutte des classes seront modifiées en faveur de la classe. Notre parti se renforcera dans cette bataille avec *Informations ouvrières* qui va plus que jamais jouer son rôle de tribune libre de la lutte des classes. ■

## ENTENDU DANS LE CONGRÈS DU POI

**Fabrice Rastoul, délégué de Haute-Garonne**  
**« À qui s'adresse la lettre que nous discutons à ce congrès ? »**



« Une discussion qui a traversé notre congrès départemental à une fréquence, fraternelle, sincère. Le camarade du Parti de gauche qui est intervenu avait moi et moi était présent. Ce n'était pas tellement une discussion entre organisations présentes dans la même salle, mais une discussion entre militants, conscients qu'un rouleau compresseur est en train d'écraser tout ce qu'il est possible d'écraser dans ce pays. C'est cela que nous a remis en scène dans notre fédération et c'est cela qui nous réunit aujourd'hui dans cette salle. »

**« Nous nous adressons à ceux qui résistent dans tous les secteurs, à ceux qui disent : "Aujourd'hui, il ne faut plus obéir !" »**

Je suis fonctionnaire territorial et je travaille au service des bibliothèques à la ville de Toulouse. Je devrais dire « j'étais fonctionnaire territorial » parce que le rouleau compresseur fait que, depuis le 24 novembre dernier, le statut a été abrogé suite à la publication d'une ordonnance dans le cadre de la loi Dussopt. Il n'y a plus de fonctionnaires territoriaux dans ce pays, il y a un code. Ces gens-là nous disent : « Mais ça change rien... ». Si ça change, parce que la vertu principale du statut de la fonction publique c'était de déconnecter l'emploi du grade. Et la contre-vertu spécifique du code, c'est de reconnecter l'emploi au grade.

Ce qu'il y a présent dans la fonction publique territoriale, c'est des plans de licenciements massifs. Depuis la loi Dussopt, depuis un an, la bataille s'est concentrée sur ce qui on appelle – et vous avez tous vu dans vos communes – les 1 607 heures. Ça s'est concentré là-dessus. Mais il y a bien d'autres aspects.

Dans la plupart des communes, la bataille a été perdue. Il y a quelques communes où les camarades ont pu gratter quelque chose. Mais aujourd'hui, tout est possible dans la fonction publique territoriale ou ce qu'il y en reste. La loi Dussopt, c'est des délégations de service public avec la possibilité avec un simple préavis de trois mois mettre à disposition les fonctionnaires auprès des entreprises privées sans qu'ils aient leur mot à dire. Ce qui pendant des décennies a été un frein à la privatisation du statut, c'est terminé. Et tout ça, ils l'ont fait pendant la pandémie.

Dans les bibliothèques, nous sommes confrontés au passe sanitaire. Il y a un mouvement au plan national dans les bibliothèques contre le passe sanitaire. Et dans toutes les discussions qui se tiennent, dans toutes les bibliothèques ou se même ce combat, ce n'est pas l'aspect sanitaire qui est discuté. Ce passe est utilisé dans nos services pour liquider le service public des bibliothèques. Une enquête très récente de l'Association des bibliothèques de France indique une chute des inscriptions et de la fréquentation de 40 %.

C'est moi seul utilisé pour atomiser notre secteur comme les atomiseurs d'hôpital public, mais c'est fait aussi pour opposer les gens. Ils ont ironisé qu'il y a tout.

Il y a quinze jours, ils nous ont publié une note de service dans laquelle ils nous disaient que, désormais, sur la base du volontariat, ceux qui ont un schéma vaccinal complet pourront porter un badge de couleur différente des autres collègues.

Une demi-heure plus tard, la section syndicale réagissait pour dire : nous n'acceptons pas ça ! Des collègues sont allés le chercher, c'est ça le passe sanitaire, c'est quelque chose qui nous oppose. Mais beaucoup ont dit : « C'est inacceptable ! ». Deux jours après, nous avions rendez-vous avec le directeur général de la culture. Il a fait son topo habituel sur le dialogue social. Au bout de dix minutes, on lui a dit : « Écoutez, retirez la note de service parce que si vous ne la retirez pas, c'est la guerre... ». On a fini l'entretien à 13 h 45. À 14 h 08, la note était retirée. Vous avez là les deux aspects de la situation : le premier aspect, c'est qu'ils ont jusqu'au bout ; le deuxième aspect, c'est qu'ils ont tout de la réaction. Et c'est vrai partout, dans tous les secteurs professionnels.

Nous avons tenu une assemblée générale cette semaine. Les collègues les plus résistants, m'ont dit : Fabrice, on a fait la grève sur les 1 607 heures, depuis le moment où il a fait des grèves sur le passe... On perd, on perd, ils ont raison. Une directrice d'un de nos plus gros établissements de notre réseau, est intervenue : « Écoutez, les moyens d'action traditionnels, c'est terminé. Ce qu'il faut maintenant c'est débattre. Désobéir. Même aux notes internes. » Et ce sont des collègues qui sont très légalistes habituellement qui le disent.

Le lettre que nous allons adresser s'adresse à ceux-là, à ceux qui résistent dans tous les secteurs à ceux qui disent : « Aujourd'hui, il ne faut plus obéir ! » ; à ceux qui disent : « Les moyens habituels de la lutte ne suffisent pas, il faut passer à autre chose ! » C'est ceux-là que nous allons gagner. ■

**Jean-Christophe Sellin et Hélène Le Cacheux,**  
 co-coordonnateurs nationaux du Parti de gauche, invités

**« Une candidature de notre camarade Mélenchon est la seule qui représente un axe de résistance au consentement à l'ordre établi »**



Nous vous remercions pour votre invitation et nous apportons un message de solidarité et de salut fraternel. En tant que militants, nous partageons un certain nombre de principes et éléments programmatiques. Le Parti de gauche tient à vous remercier pour la décision politique que vous avez prise de soutenir la candidature de notre camarade Jean-Luc Mélenchon, et plus généralement dans le cadre de la campagne menée par la France insoumise et l'Union populaire. Cet acte politique est extrêmement important dans la période. Cette candidature est la seule qui représente un axe de résistance au consentement à l'ordre établi, et un acte de rupture avec le capitalisme et les institutions de la V<sup>e</sup> République qui chaque jour confisque la parole politique et les décisions politiques de notre peuple. Au-delà même de ces institutions, on voit maintenant les décisions prises dans un conseil de défense asso-

lument opaque depuis 2 ans. Ce qui m'amène à souligner les points de convergence entre nous mais aussi les nombreuses luttes dans lesquelles on a combattu ensemble, le pense nous en ces citées précédemment, sur l'école, contre le séparatisme, sur la laïcité, mais aussi les luttes qui ont structuré le mouvement social et la conscience politique ces dernières années, je pense notamment aux Gilets jaunes. Ce mouvement a vu une partie du peuple émerger dans un processus de révolution permanente, dans les têtes comme dans les actes, à partir d'une revendication économique de base pour la transgresser sur le plan de revendications sociales, institutionnelles et politiques. Mais aussi plus récemment les mobilisations sur la question du passe sanitaire (...) Nous sommes très heureux de mener cette campagne ensemble (...) Nous avons aussi en perspective de mouvement des élections ensemble. Nous tenons à vous informer que le Parti de gauche mènera une campagne centrale fin janvier, début février, sur la question de la V<sup>e</sup> République et de la constitution. Nous pourrions envisager des pistes de travail et des actions en commun sur cette question qui est une question névralgique quand on veut battre ces institutions. ■

**Méline Sauger, membre du parlement de l'Union populaire**  
**« Le parlement de l'Union populaire ? Une représentation de tous ceux qui se sont bagarrés contre Macron depuis cinq ans »**

Je voulais vous livrer quelques impressions sur ma participation à la première séance du parlement de l'Union populaire, dimanche 5 décembre. 200 militants se sont réunis, pour moitié LFI et pour moitié qui ne le sont pas. Parmi ceux-là, il y avait nous, les militants du POI. Mais il y avait également des militants que nous connaissons ou que nous avons été amenés à croiser dans différents cadres, souvent reliés à des bagarres contre le gouvernement.

Ce sont des militants très divers, des militants syndicalistes de la CGT, de la FSU, de FO, des militants associatifs, notamment ceux impliqués dans les quartiers des banlieues populaires, des universitaires, des militants politiques du Parti de gauche, du POI, des membres de la société civile, des artistes dont certains se sont engagés aux côtés des Gilets jaunes, comme Yvan le Bolloch. La discussion a duré deux heures environ. Elle a été introduite par Jean-Luc Mélenchon. Ce qui était frappant, c'était de retrouver dans ce cadre une représentation de tous ceux qui se sont bagarrés contre la politique de Macron. C'était très chaleureux et fraternel, tout le monde était à égalité. Plusieurs camarades sont intervenus pour expliquer pourquoi ils avaient choisi de s'engager dans le parlement et pour le vote Mélenchon. La parole était libre et les propos combats.

Manon Aubry disait que ce parlement regroupait ceux qui se sont bagarrés depuis cinq ans ; c'est totalement ça. Cela faisait écho à mon AG POI que nous avons réunie dans les Yvelines la veille du meeting. Les cama-



rades de LFI sont intervenus et ont dit : « Il y a le capitalisme d'un côté et les acquis et les conquêtes de la classe ouvrière de l'autre. Il faut choisir son camp : on est pour le Sécu ou on est contre ; on est pour le Code du travail ou on est pour l'inversion de la hiérarchie des normes. »

Les parlementaires de l'Union populaire vont travailler ensemble sur différents livrets et plans thématiques. C'est ce camp que l'Union populaire propose aujourd'hui de rassembler à l'occasion de la révision présidentielle, mais aussi à plus long terme. Mélenchon l'a dit au meeting : « Cette campagne est une façon de mettre le pied dans la porte afin de faire la place pour autre chose. » Les militants présents au parlement étaient convaincus que rien ne s'arrêterait aux élections, que rien ne serait réglé. Lors du parlement, on nous a d'ailleurs remis des formulaires pour nous inscrire sur différentes thématiques afin de contribuer à la rédaction de livrets mais aussi de plans, sorte de réflexions pour envisager les lois à voter si Mélenchon était élu. On s'est réparti les différents sujets. Depuis, on a été recontactés très vite. Des groupes sur les réseaux sociaux se mettent en place, des réunions s'organisent afin de discuter pour élaborer ensemble et enrichir le travail que LFI a déjà engagé. Nous, comme militants à leurs côtés, nous pouvons apporter notre expérience à égalité avec d'autres, un peu comme nous le faisons dans les comités de résistance de reconquête, pour aider à rassembler et à nourrir la recherche politique en cours. ■

**Le semaine prochaine, nous poursuivons la publication d'interventions au VIII<sup>e</sup> congrès du POI.**

## ENTENDU DANS LE CONGRÈS DU POI

**Jean-Paul Crouzet, délégué du Rhône**  
**« Nous pouvons aider ces enseignants, ces salariés, ces chômeurs, à basculer dans le vote Mélenchon, contre ceux qui veulent nous recréer cette façade mortelle de l'union de la gauche »**

Nous débats illustrent ce qu'un camarade disait ce matin, à savoir que dans le parlement de l'Union populaire, nous sommes chez nous. Effectivement, l'intervention d'Aurélien Trouvé était assez remarquable au meeting. Elle avait d'ailleurs tenu un peu les mêmes propos lors d'un atelier des amphithéâtres de LFI à Valence auxquels nous étions invités. Et je crois que cela, il faut le mettre en rapport avec un certain nombre d'aspects de l'actualité. Vous avez vu qu'il y a tout un battage pour essayer de réanimé une union de la gauche qui est discréditée, et rejetée par des millions qui se sont abstenus depuis des années suite à sa politique.

Il y a un article dans le journal *l'Unité* qui s'intitule « *Confusion totale à gauche* ». Passons sur la panique qui les gagne tous. Ils font parler un élu vert qui a le mérite de dire ce qui lui inquiète : « *Cadre de tiers, pas d'élus enseignants, mor en garde* ». Dans la salle des profs, j'entends de nouveau parler de Mélenchon. Si on ne crée pas de bloc écolo-social-démocrate, ceux qui à la réunion des 2017 vont revenir chez lui, surtout s'il continue à réouvrir ses meetings... » Donc oui, nous pouvons aider ces enseignants, ces salariés, ces chômeurs, à basculer, de façon décisive dans le vote Mélenchon, contre ceux qui veulent nous recréer cette façade mortelle de l'union de la gauche. Et je crois que nous pouvons le faire en nous appuyant sur l'aspiration de millions et de millions à en finir avec la politique de Macron, avec ce système. Nous le faisons avec nos caractéristiques qui sont d'être pleinement intégrés dans les processus de la lutte de classe, en aidant concrètement à lever les obstacles. Beaucoup ont fait allusion au 4 décembre, mais il y a beaucoup d'autres exemples. Et nous le faisons avec un journal. Un journal qui organise une force autour de lui et qui, d'ailleurs, étonne les camarades invités dans nos congrès avec qui on fraternise.

ment à lever les obstacles. Beaucoup ont fait allusion au 4 décembre, mais il y a beaucoup d'autres exemples. Et nous le faisons avec un journal. Un journal qui organise une force autour de lui et qui, d'ailleurs, étonne les camarades invités dans nos congrès avec qui on fraternise.

À Lyon, il y avait un représentant du Parti de gauche qui a une lettre adressée du PG 69 au POI 69. Au centre de leur adresse il y avait : « *Nous refusons l'union de la gauche contre les travailleurs* ». C'est une question décisive. Nous avons de premiers résultats. Mardi dernier, nous tenions un rassemblement devant la préfecture, contre la répression en Guyane de la manifestation Martineau où sont intervenus des représentants du Parti de gauche, une élue de La France insoumise avec son écharpe tricolore. Il y avait également le NPA. C'est important parce que la plupart des forces politiques se taisent aujourd'hui, regardent ailleurs, voire approuvent. Mais nous sommes en rapport avec le fait qu'ils refusent la rupture avec la politique de Macron et de son gouvernement (...).

La lettre aux abstentionnistes qui nous est proposée aujourd'hui, je crois que c'est un moyen d'entraîner tous les adhérents du POI, tous les lecteurs d'*Informations ouvrières*, dans la campagne de regroupement qu'on engage. Les premiers pas, on les a faits dans les congrès. Maintenant il faut aller plus loin. Les assemblées de compte rendu vont se tenir dans les prochains jours pour développer cette discussion. On peut se saisir de la lettre et y aller à fond avec la volonté qui est la nôtre au POI de jeter les bases d'une représentation politique qui manque dans ce pays.

**Louis Bousset, délégué de Paris**

**« S'appuyer partout sur ce qui a été fait avec le parlement de l'Union populaire le 5 décembre ? »**

Dans la dernière période, nous avons tenu, envers et contre le consensus qui avait tant été dit, nous pouvons l'ensemble de la classe ouvrière et de ses organisations syndicales ou politiques, envers et contre une accélération des traités d'arbitrage et de répression, contre la fuite en avant du gouvernement Macron pour tenter de museler toute résistance (...).

Alexis Corbière se dit : la situation s'est modifiée. Les FSJ le PICJ s'effondrent. Il y a une coalition énorme contre les directions confédérales. Et ce n'est pas nous qui allons le déplorer ! Nous sommes donc attentifs à tout ce qui est dégage d'indépendant dans cette situation.

**« QU'AVEC CETTE CAMPAGNE ON ENFOUCE UN COIN DANS LE CONSENSUS MORTIFÈRE ?** Ce dont ils ont peur, c'est l'unité à la base. Ce qui a été constitué avec le parlement de l'Union populaire le 5 décembre, c'est formidable et cela amène à des questions de méthode. Est-ce que partout on s'appuie sur cette initiative ? Dans

le parlement populaire, il y a des militants syndicalistes, des intellectuels, des membres de la société civile, des artistes. J'ai vu qu'il y avait une partie de la Fédération du spectacle CGT. Ce qui se fait au niveau national, on va le retrouver dans nos départements. C'est avec notre bagage et ce que nous avons pu constituer avec les comités de résistance que nous pouvons aider à constituer partout des comités de campagne. Pour aider à ce que s'expriment tous ceux qui refusent à arbitraire, tous ceux qui n'acceptent pas de voter l'unique et pour que cela fasse irruption sur le terrain politique des élections – et sans illusions, comme l'on dit les camarades de LFI. Qu'avec cette campagne on enfonce un coin dans le consensus mortifère. C'est une campagne de construction de notre parti, d'une force politique avec tous les camarades que l'on regroupe. C'est une force politique qui se dégradera dans cette campagne sur le vote mais aussi après. *Informations ouvrières* sera et saura être le réceptacle de tous ces échanges, ces débats.

**Marie Bakchine, invitée**  
 psychologue dans le médico-social, invitée

**« Je voudrais dire aux personnes impliquées dans la campagne Mélenchon présentes au congrès que je suis disponible »**

Ce qui se passe dans mon secteur est extrêmement grave, aussi grave que ce qui se passe dans la santé. (...) Ce sont des attaques dans tous les domaines, à la fois dans les conditions de travail, dans les pratiques, un véritable projet de dislocation des institutions du médico-social. (...) Un exemple, le travail dans une institution qui accueille des enfants de 0 à 6 ans. Des enfants malades, gravement handicapés ne seront pas soignés. Des enfants sont sacrifiés. On demande aux personnels de trier puisque nous devons gérer la pénurie de moyens et de soignants. (...) C'est intolérable. Nous avons eu le sentiment d'une urgence (...). Avec d'autres professionnels, ensemble, nous avons constitué un collectif Grand-Est pour le médico-social que nous avons créé en 2019 (...) et qui a pris de l'ampleur (...) une convention nationale qui a appelé à la manifestation au ministère de la Santé le 16 novembre. Un succès, quand on sait les obstacles de certaines organisations syndicales que nous avons rencontrées.

**Cathy Gadin, déléguée de Maine-et-Loire**

**« Le droit à l'instruction est remis en cause en ce moment par des milliers d'enfants en France »**

Je suis professeur des écoles. Aujourd'hui, il y a urgence. Aujourd'hui, un directeur d'école est contraint de dire à un enfant de 7 ans qu'il doit retourner chez lui parce que sa maîtresse absente n'est pas remplacée. Le droit à l'instruction est remis en cause en ce moment par des milliers d'enfants en France. Ils sont mis à la porte de l'école. Ils cassent l'école comme ils cassent l'hôpital. C'est d'une violence incroyable ce que le gouvernement est en train de faire.

Aujourd'hui, nous battons pour le recrutement des professeurs des écoles statutaires, et pas comme ils voudraient nous l'imposer, des contractuels, des étudiants, comme cela se fait depuis l'an dernier et cette année encore plus, avec 39 contractuels recrutés dans mon département. Rendez-vous compte ce qu'on peut lire en ce moment sur le sachel qui emballa la baguette de notre société civile. Des artistes, j'ai vu qu'il y avait une licorne, *devinez enseignants*. La prochaine fois que j'irai acheter mon pain, j'apporterai la pétition que nous avons lancée pour le recrutement de fonctionnaires sur la liste complémentaire. Le gouvernement utilise tous les leviers pour remplacer les fonctionnaires par des contractuels. « *Pour un étudiant, c'est tellement mieux que de travailler à McDo* », a osé nous dire l'inspecteur d'académie. Avec mon syndicat FO dans lequel je milite, nous nous battons dans l'action commune avec la FSJ en direction du préfet pour nos revendications. La mairie d'Angers propose « une solution » à l'Éducation nationale : que les animateurs puissent pallier le manque d'enseignants par l'accueil des enfants. Nous avons là un effet d'autoboue avec le Covid et la pénurie d'enseignants remplaçants voulue, décidée par le gouvernement.

Nous avons construit un tissu, non seulement dans notre région mais sur tout le territoire français. Parce que je crois que beaucoup étaient isolés (...). Tout ça s'organise. Tout ça se noue. (...) Pour lutter contre ce néolibéralisme qui nous tue, qui tue l'humain. Le médico-social est très peu présent dans les médias.

Ajors j'voudrais profiter de la présence aujourd'hui de dirigeants LFI, de parlementaires, de personnes qui font partie de l'équipe de campagne de notre prochain président de la République (*très*). Je voudrais leur dire que je suis disponible pour échanger avec eux ce problème du médico-social qui représente énormément de patients et de familles, de soignants, de personnels administratifs.

Un secteur indispensable pour pouvoir offrir à la population des soins dignes de ce nom. (...) Je suis disponible pour construire un projet, pour reconstruire ce qui est détruit actuellement, et qui sera malheureusement encore détruit par les politiques menées.

Travailler plus sans être payés plus cher, travailler comme le souhaite le maître en bafouant les spécialités, les métiers, les diplômes et pouvoir placer des personnels communs dans les classes, sur temps scolaires, des animateurs en lieu et place d'enseignants remplaçants, en lieu et place d'AEI qui manquent aussi dans de nombreuses écoles pour l'accueil comme il se doit des enfants en situation de handicap.

**LES ATSEM ORGANISE LA MOBILISATION LE 15 DÉCEMBRE**

La mairie d'Angers tente d'appliquer aux Atsem, agents municipaux qui travaillent dans les classes maternelles, les 1 607 heures au lieu des 1 400 heures prévues par leur contrat de travail. Il s'agit de les faire travailler en 2 x 8 et pendant les vacances scolaires dans les centres de loisirs en lieu et place de l'Atsem qui manquent aussi dans de nombreuses écoles pour l'accueil comme il se doit des enfants en situation de handicap.

Face à cela, elles disent : pas une minute de plus ! C'est leur mot d'ordre, et elles étaient 70 Atsem sur 90 réuniées en réunion syndicale le 20 octobre dernier. Elles seront encore plus nombreuses le 15 décembre. Pas question pour elles de devenir des agents tels qu'en rêve le maître, des agents flexibles, corvables à merci, des « agents d'accessibilité ». En réalité, des agents bons à tout faire.

J'ai pu le constater lors d'un remplacement dans une école : elles organisent la mobilisation, appellent leurs collègues sur leur pause déjeuner de 20 minutes. Dans les échanges, il a aussi été question de la direction (le midi-là) : elles disaient : il faut les arrêter ! Elles sont déterminées parce qu'elles ont compris qu'au-delà de vouloir les faire travailler gratuitement en plus, et de leur faire perdre 12 jours de congés, c'est la destruction de l'école qui se joue.

# VIII<sup>e</sup> Congrès du POI - Paris, et 2 décembre 2021

## Appareil à des invités au congrès

Nous poursuivons cette semaine la publication d'informations et de contributions d'invités ayant participé au congrès.

**Didier Gagnaire, militant de LFI, invité de la délégation de la Haute-Loire**

### « Je vous appelle à rejoindre l'Union populaire »

En 2017, j'ai animé la campagne de Jean-Luc Mélenchon dans mon département. J'ai été candidat LFI aux législatives qui ont été, dans la circonscription de Laubert-Valaueque. C'est à cette occasion que j'ai fait la connaissance des camarades du POI 43 qui nous ont spontanément apporté leur aide et leur soutien (...). Ce sont eux, aussi, qui m'ont redonné envie, force et enthousiasme pour participer à cette nouvelle campagne, décisive. Qu'ils en soient vivement remerciés, ainsi que tous les membres du POI pour la tenue d'un congrès d'une telle qualité et d'une telle chaleur. Éloigné de la FI et de plus en plus proche du POI, j'ai pris l'initiative d'organiser dans notre département une sorte de comité local de l'Union populaire.

Je vais vous donner lecture de quelques extraits du texte de l'appel à soutenir l'Avenir en commun et à rejoindre l'Union populaire que nous proposons à la signature de tous les habitants de la Haute-Loire. L'intitulé mon propos par cette citation de Bob Hunker, cofondateur de Greenpeace : « Les grands changements semblent impossibles au début... et inévitable à la fin. »

Nous sommes à quelques mois d'une échéance politique majeure, l'élection présidentielle. Cette élection ne devra pas se limiter, comme la dernière fois, à un face-à-face morbide entre les tenants du grand remplacement, qui font leur miel de la propagation de la peur et de la haine, et les organisateurs du grand délabrement des services publics et de notre modèle social, hérité notamment du Conseil national de la Résistance et des luttes sociales de 1936. Non, en avril prochain, la résignation ne sera pas mise et le refus dans l'abstention ne sera pas la solution. Car les partisans du grand changement se dressent avec force et conviction sur cette route tracée d'avance par les instituts de sondage et les médias des milliardaires.

#### APPORTER UN CHANGEMENT RADICAL À TOUS LES NIVEAUX

Il s'agit d'un changement radical qui décrètera l'urgence sociale et l'urgence climatique et y apportera des réponses concrètes et immédiates. D'un changement radical des tests pour tous, par l'abrogation de toutes les mesures d'obligation vaccinale liées à la pandémie de Covid-19. D'un changement radical dans la répartition des richesses, dans un pays où les plus riches ne cessent de s'enrichir, surtout en temps de crise, quand huit millions de personnes sont à l'aise alimentaire et des dizaines d'autres dorment dans les rues.

Je passe sur les items concernant la réduction et le partage du temps de travail, la retraite à 60 ans, la Sécurité sociale intégrale, la hausse des salaires minimum et des minima sociaux, la restauration et le développement des services publics, la bifurcation écologique indispensables, planifiée depuis les territoires et non depuis le sommet de l'État, la fin des violences policières et de l'usage d'armes létales dans le maintien de l'ordre (...). Les tenants d'un tel changement ont un programme. L'avenir en commun. Ils ont une méthode, l'Union populaire, et ils ont un outil fiable et solide dont le nom figurera sur le bulletin de vote au mois d'avril 2022, Jean-Luc Mélenchon.

Comme l'a dit Aurélie Trouvé, ex-coprésidente, puis porte-parole d'Attac et présidente du parlement de l'Union populaire : « C'est pas le nombre de soutiens qui fait le jugement de la cause, c'est la justesse de la cause qui fait (et qui fera) le nombre des soutiens. (...) Nous allons gagner ! »

**Pascal Pruvot, militant au groupe d'action Chaumont insoumise, invité (Haute-Marne)**

### « Je ne pleurerai pas sur la débandade du PS. En tant qu'ancien de France Télécom, j'ai le souvenir de la privatisation de ce service public par le PS »

Breuccoup doutent, comme j'ai pu le constater lors de traucaups sur trois marchés de Haute-Marne. Déçus par les politiques de la droite, du PS et du macronisme, ils ont consenti que rien n'allange leur vie. Je leur rétorque qu'avec Mélenchon, nous sommes pour une politique de rupture avec toutes ces politiques et qu'une fois Mélenchon élu, s'il n'est respecté pas son programme, avec le RIC, ils pourront le révoquer.

Hidalgo, le candidat du PS, après avoir dit qu'elle était contre une primaire à gauche, annonce le même jour qu'elle y est finalement favorable devant la Brésiliana et la déconfiture de son parti. La meilleure phrase vient d'Hydrogène Royal (tox-détox-candidate PS à la présidentielle) : Hidalgo se retire en faveur des candidats de gauche les mieux placés, Jean-Luc Mélenchon a fait le job. Il faut un bon meeting. Proposez une primaire à gauche à quatre mois de la présidentielle et pas respectueux, les ne pleurerai pas sur la débandade du PS. En tant qu'ancien de France Télécom, j'ai le souvenir de la privatisation de ce service public par le ministre PS Paul Quilès. Quant au PCF, dont j'ai été adhé-

« Militons pour convaincre, pour changer cette société pourrie par le fric. »

rent durant trente-cinq ans et que j'ai quitté, il paye de n'avoir jamais coupé le cordon ombilical avec le PS, préférant des compromis avec le PS plutôt qu'à l'union avec la France insoumise. J'ai été choqué de la participation de Broussel au rassemblement des syndicats d'extrême droite de police devant l'Assemblée nationale. C'est l'indigne du secrétaire national du parti des fissilés de la Résistance. Breuccoup comme moi ont rejoint la France insoumise et l'ou l'Union populaire autour du programme de rupture avec le système capitaliste. « L'avenir en commun », pour répondre à l'urgence sociale, pour mettre en place une bifurcation écologique populaire et en finir avec la monarchie présidentielle en instituant une V<sup>e</sup> République.

A Chaumont, à la dernière présidentielle, Mélenchon a fait 20%. Au quartier populaire La Rochette où nous avons fait du porte-à-porte, nous avons fait 23%. La démonstration a été faite de l'efficacité militante au plus près des gens. Un quadripartite de Haute-Marne (pluôt de droite) a même remarqué ce score important dans ce quartier. Militons pour convaincre, pour changer cette société pourrie par le fric.

**Cécile, membre de la délégation permanente du Comité national de résistance et de reconquête pour le CLRR de Clermont-Ferrand, militante de LFI**

### « Pour quoi je suis venue participer au congrès national du POI »

P ourquoi j'ai répondu oui à l'invitation de camarades du POI de Clermont-Ferrand à participer au VIII<sup>e</sup> Congrès national du POI, les 11 et 12 décembre ? Une évidence !

Une évidence puisque :  
- Le système capitaliste, son impérialisme, ses outillages (G20, CAC 40, COP 26, marchands d'armes, exploitateurs de tous poil...) est à la manœuvre, pour nous réserver du Macron et, avec lui, nous faire définitivement la peau.

- Nous ne sommes plus dans un État de droit : gouvernance d'un Conseil de défense national, ordonnances, état d'urgence, loi sécuritaire globale, un État d'exception, qui n'en est plus un.

- La crise sanitaire est le début d'un enfermement de la population. Le Peup, l'angoisse du lendemain, billonnent la plupart d'entre nous et nous font perdre tout espoir. Destruction des allocations chômage, logement... et bientôt, Macron l'a redit, la réforme des retraites remise sur le feu en 2022.

- Les organes originels, PS, PC, des redevancements et des acquis des travailleurs ont trahi, depuis des décennies, la classe ouvrière.

Une évidence encore puisqu'il s :  
- Répondant par le mépris à la classe ouvrière en lutte, à grands coups de faux ou vaccins, sinon n'estez chez toi ! Traverse la rue et tu trouveras un job ! Les retraités, les allocations, ça coûte un pognon de dingue !

- Répondant par la violence, comme en Martinique, où au lieu de rétablir l'école dans les habitations, ils envoient un jet de GCGN ! Macron a tapé fort, trop fort. Il a coupé des mains et crevé des yeux. La barbarie, c'est eux qui l'organisent !  
Une évidence encore, puisque, en face d'eux, la résistance a franchi une immense étape dans son organisation. Le bureau national du POI du 23 octobre, la réunion nationale des délégués des comités locaux de résistance et de reconquête du 13 novembre, le meeting de l'Union populaire du 5 décembre,



ont, tout acte, que pour dégoûter Macron, ce - président par effraction -, la candidature de Jean-Luc Mélenchon était la seule à s'inscrire dans une volonté de rupture avec les politiques libérales,

liberticides qui ayent un à un nous acquies sociaux et nos libertés fondamentales. Cette candidature peut être ratée ou à nous, ici, point de mépris, de violence, il a pour matériel la fraternité.

Oui, il existe, là maintenant, comme l'a dit Jean-Luc Mélenchon, pour la classe ouvrière, un « trou de souris, mais avant il faut falloir peletier ».

Alors, à nous, militants associatifs, du POI, de LFI, des Gilets jaunes, des camarades des CLRR, d'aller chercher les abstentionnistes, les déclassés de leur système, les perdants de leur mondialisation, pour en finir, définitivement,

avec les privations de liberté, avec l'oligarchie, et pour écrire, ensemble, une nouvelle République, pour un retour de la démocratie.

Je tiens à remercier tous les camarades du POI pour avoir rendu possible les interventions à la tribune de militants d'horizons divers, pour leurs travaux et leurs décisions prises, durant ce VIII<sup>e</sup> Congrès national.  
Une réflexion à la fin de ces deux jours : un camarade, ce n'est pas une copie conforme de vous-même, un camarade, c'est quelqu'un avec qui vous vous opposez peu et c'est quelqu'un avec qui vous partagez beaucoup.



DR

## ■ Intervention de Michel Sidoroff, au nom de la Libre Pensée

### « Le secret qui entoure les décisions gouvernementales n'a d'égal que le mensonge pratiqué à dose mortelle. C'est la marque des régimes autoritaires et illégitimes »

**L**a défense de la laïcité et des libertés, tant collectives qu'individuelles, constitue un socle commun à la Libre Pensée et aux organisations du mouvement ouvrier. La vôtre s'est particulièrement distinguée dans ces combats depuis sa fondation. Dans la période sombre et chaotique qui s'est ouverte avec l'élection d'Emmanuel Macron, nous avons été au coude à coude contre sa volonté de « réparer le lien entre l'Eglise et la République », contre la loi « sécurité globale », la loi dite « séparatisme » et l'appareil des lois et décrets liberticides promulgués par ce gouvernement violemment antidémocratique. La dernière attaque contre la démocratie est la loi d'état d'urgence, dite sanitaire, du 5 août 2021, qui instaure le « passe » dit sanitaire, ce procédé infâme opposant personnes vaccinées et personnes non vaccinées, fermant l'accès à l'hôpital pour de nombreuses personnes et organisant la mise à pied sans salaire de milliers de soignants.

Mais votre parti ne date pas des dernières élections présidentielles, et nous vous avons vu combattre pour le respect de la laïcité et pour les libertés bien avant 2017, tant face à des gouvernements de droite que face à d'autres, dits de gauche. Parmi vos priorités, il y a la défense de l'école et de l'Université, en particulier la défense des diplômés nationaux, obtenus sur la base d'un savoir positif et de l'anonymat des grands examens, comme le baccalauréat, qu'il faut rétablir.

#### VALEURS OU PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE ?

Au service de forces obscures comme l'Eglise, comme le patronat d'aujourd'hui, dont les intérêts à court terme remettent en question les connaissances et leur développement, il y a ce gouvernement. Il lui faut mettre au pas les enseignants. Pour cela, il a choisi d'imposer de prétendues « valeurs de la République » sous la menace des cours de propagande aux enseignants, via des « formateurs », réunis récemment. Or la République, comme la Libre Pensée le répète, ne connaît pas de « valeurs », elle n'a que des principes, et, en démocratie, ils sont réputés inviolables. Tout le contraire donc de ce que pratique Macron avec sa « société du 10 décembre » qu'est cet ensemble de députés recrutés en 2017 sur CV, engagement de soumission et fortes dispositions pour la corruption. De quelle propagande s'agit-il ? Les affiches du ministre Blanquer l'ont démontré : une stigmatisation hypocrite de l'autre, qui est le non-Blanc, mais surtout l'Arabe et ceux qui viennent de ce que les journalistes aux ordres appellent les « quartiers », c'est-à-dire une grande partie de la population travailleuse, soupçonnée de répandre les miasmes musulmans.

Décidément, voilà un gouvernement qui s'emploie à dénoncer tous les miasmes possibles. Il lui faut entretenir la peur, la division, et il a choisi de le faire en désignant les musulmans, ou supposés l'être, à la vindicte, à l'ostracisme et à la répression. Et il est accompagné par tous ces faux socialistes passés à la droite extrême, comme Manuel Valls et son réseau pseudo-laïque, ultraréactionnaire du « printemps républicain ». Comme le dit notre déclaration solennelle pour l'anniversaire de la loi du 9 décembre 1905, instaurant la séparation des Eglises et de l'Etat, « ils voient des musulmans partout, mais l'Eglise nulle part ».

**« Nous sommes donc face à un gouvernement qui protège et favorise l'Eglise, qui lui permet de répandre sa propagande via l'enseignement privé, à 97 % catholique. »**

Le président Macron, au mépris de la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat, a rendu visite au pape pour la seconde fois. Il est allé quêter le vote des catholiques de France. Cela en plein scandale des crimes pédophiliques des des prêtres.

La Libre Pensée, lors de son dernier congrès à Voiron, cet été, a décidé de lancer une campagne de sensibilisation et de mobilisation : « pour les crimes pédophiliques de ses prêtres, l'Eglise doit payer et elle peut payer ! Ce n'est pas aux contribuables de le faire, via des dons ouvrant à défiscalisation ! » Or la loi dite « séparatisme » permet l'exonération fiscale à hauteur de 75 % du montant de chaque don ! Nous voyons par là-même combien cette loi de stigmatisation des musulmans, de censure et de liquidation de la liberté associative, est construite pour favoriser du même coup l'Eglise catholique !

Pratiquement au même moment, deux événements sont venus frapper l'imagination d'un peuple désormais éloigné des questions religieuses et favorable à l'indemnisation des victimes par l'Eglise (sans contrepartie de l'Etat donc des contribuables) : la révélation de biens immobiliers considérables dans le diocèse de Paris et la décoration de l'évêque Moulins-Beaufort en tant que chevalier de la Légion d'honneur. Ce même évêque qui avait déclaré que « le secret de la confession est au-dessus des lois de la République ».

Dans ces deux faits, la responsabilité et la culpabilité du gouvernement et des services de l'Etat apparaissent au grand jour : le fisc et les services du cadastre connaissent ces propriétés, d'un prix de marché minimum de 700 millions d'euros. Emmanuel Macron, lui, a choisi de pro-

voquer les laïques et la population en faisant décorer l'évêque factieux par le ministre des Cultes, Darmanin !

Nous sommes donc face à un gouvernement qui protège et favorise l'Eglise, qui lui permet de répandre sa propagande via l'enseignement privé, à 97 % catholique, détournant grâce à la loi Debré 12 milliards d'euros qui devraient aller à l'Education nationale (...).

La situation en Guadeloupe et en Martinique le démontre : d'une part, ce gouvernement ne connaît que la répression, la contrainte, la violence et la discrimination ; d'autre part, des populations se lèvent et résistent, ne faiblissent pas et donnent la direction à suivre aux autres peuples, dont celui de l'Hexagone.

#### LE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL POUR METTRE AU PAS LA JEUNESSE

Pour mettre au pas la population, il lui faut s'attaquer à la jeunesse. C'est le projet, heureusement peu populaire chez les jeunes, du SNU, tentative d'embrigadement, de militarisation de la jeunesse. La LP a commencé à s'adresser directement aux jeunes et aux étudiants pour organiser la résistance à cette entreprise pétainiste de nouveaux chantiers de jeunesse. Nous avons organisé des diffusions devant les universités. Elle participe au Collectif anti-SNU et souhaite élargir encore ce front de résistance. Le secret qui entoure les décisions gouvernementales n'a d'égal que le mensonge pratiqué à dose mortelle. C'est la marque des régimes autoritaires et illégitimes. Nous serons attentifs à toute initiative allant dans le sens d'une remise en cause de ce secret, que le candidat que vous avez décidé de soutenir s'est d'ailleurs engagé à dévoiler. D'ici-là, il y a urgence pour le peuple. Il est urgent que des voix courageuses s'élèvent pour la levée de ce secret qui scandalise tout un peuple.

La Libre Pensée a pris toute la mesure des remises en cause des libertés en participant à deux autres collectifs : l'un contre la loi séparatisme, l'autre contre la loi sécurité globale. Face à une gigantesque tentative de reprise en main de la société par l'Eglise, elle appelle à la formation d'un vaste front, une vaste fédération des penseurs libres, qui puisse, à la fois sur le terrain des idées, de la littérature et sur celui des mobilisations, repousser pour longtemps l'entreprise obscurantiste et liberticide. Elle sait qu'elle trouvera un vif intérêt et un soutien parmi les militants et sympathisants du POI et elle souhaite grand succès à votre congrès et aux campagnes que vous engagez.

Pour en finir avec les lois liberticides, pour que la République retrouve sa vocation sociale, pour que la fraternité remplace la haine et l'ostracisme, il faut redonner la parole au peuple. Ni dieu, ni maître !

A bas la calotte et vive la sociale ! ■